

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euros

N° 898
VENDREDI 25 FÉVRIER 2011

Dispensé de timbrage BREST CTC

3 P contre 4 P

Contrairement à ce que veut faire croire l'UMP, les élections cantonales des 20 et 27 mars prochains constituent un rendez-vous politique important : le dernier scrutin national avant l'élection présidentielle de 2012.

« Nous ne devons pas tomber dans le piège tendu par la droite », a expliqué Gwenegau Bui, délégué de la 4^e circonscription et membre du Bureau national, le 19 février, aux secrétaires et trésoriers de section.

Chacun connaît le contexte dans lequel intervient ce scrutin : un rejet massif de Nicolas Sarkozy et de sa politique, des crises diplomatiques qui abîment l'image de la France et des affaires qui se succèdent, jetant le discrédit sur plusieurs membres du gouvernement à un moment où le chômage est au plus haut.

De plus, depuis deux ans, Nicolas Sarkozy ne cesse d'attaquer les collectivités locales, en tentant de faire croire que les élus gaspillent l'argent public et en étrangeant financièrement communes, départements et régions.

Tous ces éléments expliquent pourquoi la campagne de l'UMP peut se résumer par les "4 P" : pas de logos sur les documents de ses candidats, pas de campagne, pour que la participation soit la plus faible possible, pas de leader, puisque personne ne semble être responsable et, enfin, pas de président puisqu'aucun candidat ne prend le risque de défendre l'action de Nicolas Sarkozy.

Face à cette stratégie de non-campagne, le PS doit opposer le "3 P".

"P comme Programme". Alors que l'Alliance pour le Finistère laisse ses quelques candidats avancer deux ou trois thématiques très locales, les candidats socialistes, ancrés sur leurs territoires, défendent le **Manifeste pour le Finistère**. Ce document s'appuie sur le bilan de la majorité départementale et fixe ses priorités pour les années qui viennent dans des domaines comme la solidarité entre les générations et les territoires, les services publics ou la culture.

"P comme Présence". Dans les 28 cantons renouvelables, les socialistes sont présents. Ce n'est pas le cas de nos adversaires de l'UMP. Tous les parlementaires socialistes, ainsi que les conseillers généraux de la majorité départementale, même élus dans les cantons non-renouvelables, apportent leur soutien aux candidats.



« Programme, présence et porte-à-porte »

Enfin, "P comme Porte-à-porte", car c'est à travers cette relation directe avec les Finistériens qu'il sera possible de convaincre les électeurs d'utiliser leur bulletin de vote pour conforter la majorité départementale et adresser un message de résistance au pouvoir UMP. 🗳️

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 24/02/2011



Dossier de la semaine

Pacte agricole breton



Vie de la Fédération

Les élus sont d'abord des militants



Interview

Le mur de la peur est tombé



Avec Annick Motret Bakhtri

Changement de cap

La crise ne peut plus être utilisée par le gouvernement pour justifier les mauvais résultats économiques du pays. En effet, en 2010, le produit intérieur brut national n'a progressé que de 1,5% et le taux de chômage a progressé de 5,3%, alors que dans le même temps celui de la zone euro progressait de 1,7%. Mieux, celui de l'Allemagne connaissait une croissance de 3,6%.

C'est donc bien la politique économique et sociale des gouvernements Fillon qui est responsable. Car une autre voie est possible. Elle passe par des mesures de soutien aux PME, une relance de la consommation, une véritable politique industrielle tournée vers la recherche de valeur ajoutée. Et sûrement pas par les prédictions de Madame Lagarde.

65 % du territoire breton



Première région agricole française, la Bretagne compte près de 38 000 exploitations qui emploient 73 000 actifs.

La surface agricole utile couvre 1,65 million d'hectares, soit 65% du territoire de la région.

La Bretagne est également la première région pour l'agroalimentaire avec un chiffre d'affaires de 16 à 18 milliards d'euros (13% du chiffre d'affaires français). 68 000 salariés travaillent dans ce secteur, ce qui représente 16% de l'effectif national et 35% des emplois industriels bretons.

Le montant des exportations s'élève à 2,8 milliards d'euros, soit 30% des exportations bretonnes.

En Bretagne, 1 100 exploitations produisent bio. Première région agricole, la Bretagne n'est que au 7^e rang pour le bio. En 2010, 51 nouvelles exploitations se sont installées alors qu'il n'y en a eu que 6 en 2009.

Alors que les revenus moyens des agriculteurs ont chuté de 34% en 2009, en Bretagne la baisse des revenus a atteint 46%.

Le Finistère comptait 8 621 exploitations en 2007, contre 11 280 en 2000 et 37 503 en 1970. Cette évolution s'explique par un phénomène de concentration des fermes qui disposent en moyenne d'une surface de 53 hectares.

La production animale constitue l'activité majeure de l'agriculture dans le Finistère.

Le département se classe au deuxième rang national, après les Côtes-d'Armor, pour la production porcine (427 000 tonnes) et dans les premières places pour la volaille et le lait (10,6 millions d'hectolitres en 2009).

La culture des légumes s'est également développée sur la côte nord et dans la région de Brest.

Dans le département, 14 681 salariés travaillent dans l'industrie agroalimentaire, dont 47% dans le secteur de la viande. Les principaux établissements, en nombre de salariés, sont Bigard à Quimperlé, Louis Gad à Lampaul-Guimiliau et les abattoirs d'Evron à Châteauneuf-du-Faou.

Pacte agricole breton

Un nouveau pacte entre la Bretagne et ses agriculteurs, voilà ce sur quoi Jean-Yves Le Drian s'était engagé durant la campagne des régionales. Et voilà ce qu'est en train de mettre en place son vice-président à l'agriculture, Michel Morin, au travers d'un Tro Breizh qui l'a amené à Quimper, le 16 février.



Michel Morin, le 16 février, à Quimper

Dans cette première phase de discussions, agriculteurs, citoyens ou consommateurs sont invités à prendre la parole à l'occasion de réunions publiques ou sur le site internet (<http://agriculture.bretagne.fr/>) mis en ligne à cet effet.

« Le 22 avril, à Pontivy, nous procéderons à une restitution de toutes ces interventions », a expliqué Michel Morin qui a précisé **« qu'un rapport sera présenté en assemblée plénière lors de la session des 23 et 24 juin prochains ».**

Cette démarche vise à retisser les liens souvent distendus entre les agriculteurs et la société bretonne, combler le fossé qui s'est creusé entre les hommes, gommer les incompréhensions et donner un nouveau souffle à l'ambition agricole de la Bretagne. Mais rien ne pourra se faire sans avoir écouté, au préalable, l'avis des uns et des autres, et aussi les attentes, les inquiétudes ou, parfois, les colères. A Quimper, plusieurs agriculteurs ont tout de même fait remarquer que leur profession est la seule pour laquelle sont sollicités tous les citoyens. **« Difficile d'imaginer la même réunion avec des magistrats ou des enseignants »,** a souligné l'un d'eux. Mais, ont fait remarquer plusieurs intervenants, il n'est pas anodin de nourrir la population.

L'objectif fixé pour ces réunions est également d'écouter les agriculteurs

lorsqu'ils parlent de leur quotidien, de leurs difficultés et de la crise que traverse aujourd'hui leur profession. Mais aussi lorsqu'ils envisagent leur avenir... A Quimper, la question de l'installation des jeunes et des aides apportées par les collectivités locales a souvent été posée. Comment, en effet, laisser des jeunes s'installer si la taille moyenne des exploitations ne cesse d'augmenter ?

Les riverains, les consommateurs, les parents, les enfants, mais aussi les militants d'associations, étaient également invités à venir donner leur point de vue. Là, la discussion avec les agriculteurs peut être fructueuse lorsqu'ils demandent une meilleure prise en compte de leur environnement et réclament une alimentation de qualité, des paysages et un cadre de vie préservés. Car, si les agriculteurs contribuent à l'entretien du paysage, les citoyens doivent avoir conscience du travail que cela représente. Les consommateurs doivent également se rendre compte que leurs demandes sont parfois contradictoires et qu'il n'est pas toujours possible d'offrir des produits de qualité sans accepter de rétribuer les agriculteurs.



La Bretagne, première région agricole

Si les agriculteurs et les représentants d'associations de consommateurs ou de défenseurs de l'environnement ont répondu présents à Quimper, il n'en est pas de même pour les représentants de la grande distribution qui joue pourtant un rôle considérable pour l'avenir de l'agriculture. Craignent-ils d'engager un dialogue avec les agriculteurs et les consommateurs qui, pour leur part, ont démontré qu'il est possible de débattre de manière constructive pour l'avenir de la profession agricole ? 🍷

Les élus sont d'abord des militants

« Le Parti Socialiste et la Fédération Nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) sont totalement mobilisés pour la réussite des élections cantonales », a expliqué Marylise Lebranchu, présidente de la FNESR, le 19 février, aux secrétaires de section et trésoriers de section du Finistère, réunis pour leur rencontre annuelle à Plounéour-Ménez.



Marylise Lebranchu, présidente de la FNESR

« Nous nous sommes attaqués à la réforme de la Fédération des élus », a expliqué la nouvelle présidente. D'abord, en changeant le format du magazine *Communes de France* qui va devenir *Communes, départements et régions de France*. Mais aussi, en fusionnant le centre de formation Condorcet avec la FNESR, pour plus d'efficacité.

Les rapports entre le PS et la FNESR ont également été clarifiés. « Les élus sont d'abord des militants socialistes

qui exercent un mandat », a rappelé Marylise Lebranchu. Le rôle des associations d'élus est important, mais sur un dossier comme la réforme territoriale, par exemple, le Parti Socialiste, en lien avec la FNESR, doit porter la voix de tous les élus socialistes, quelle que soit la collectivité dans laquelle ils siègent. Car, il s'agit bien de choix politiques et pas techniques.

Pour la députée de Morlaix, les élections cantonales doivent permettre aux candidats et aux élus, même si leurs cantons ne sont pas renouvelables, d'aller à la rencontre des électeurs. « Nous devons réconcilier les Français avec la politique en faisant de la pédagogie et en expliquant les vrais enjeux. Nous devons sortir des discours consensuels ». D'ailleurs, l'un des axes de bataille de la FNESR pour le projet de 2012 sera de mettre en place un mode de scrutin clair pour les intercommunalités, de manière à présenter des projets et des candidats bien identifiés, afin de mettre fin à la recherche systématique des consensus.

Dernier scrutin avant 2012, les élections cantonales constituent un test important dans la perspective de l'élection présidentielle. 🌸

Interview

Le mur de la peur est tombé

Avec Annick Motret Bakhtri

« Depuis la fuite de Ben Ali, les Tunisiens ont fait tomber le mur de la peur. Mais l'issue du processus démocratique est encore incertaine », estime Annick Motret Bakhtri, secrétaire de la section des Français de Tunisie.

après avoir été muselés pendant plus de dix ans. Avant, les gens avaient peur de s'exprimer. Aujourd'hui, partout, dans les rues, dans les médias, sur internet, ils s'expriment librement.

compte tenu du morcellement du paysage politique, qu'il faudra des coalitions pour diriger le pays.



Cap Finistère : Qu'est-ce qui a vraiment changé en Tunisie, depuis la fuite de Ben Ali ?

Annick Motret Bakhtri : Tout d'abord, je tiens à souligner la très grande fierté des Tunisiens qui ont été les précurseurs d'un mouvement démocratique qui s'est développé, ensuite, en Égypte et probablement dans tout le monde arabe. Je crois qu'on peut vraiment parler de révolution mentale pour les Tunisiens. Ils ont fait tomber le mur de la peur et ont maintenant une très grande soif de parole et de liberté

Cap Finistère : Comment s'organise la transition démocratique ?

Annick Motret Bakhtri : Le gouvernement provisoire a été remanié car il n'était pas acceptable que d'anciens ministres de Ben Ali puissent y participer.

La date des élections n'a pas encore été fixée. Elles se tiendront dans six ou sept mois. Le temps pour les partis de se déclarer et de s'organiser. Le temps aussi pour le gouvernement de reprendre le contrôle de la police où de nombreux membres du RCD exercent encore des responsabilités. Le calme n'est pas encore totalement revenu en Tunisie et on sent bien que d'anciens dirigeants sont à la manœuvre pour déstabiliser le pays.

Presque tous les jours, des partis ou des associations se créent et il est certain,

Cap Finistère : Comment est perçue la France depuis la révolution du jasmin ?

Annick Motret Bakhtri : Les Tunisiens ont toujours entretenu des relations ambiguës avec la France. Ils l'aiment mais ne veulent pas qu'elle se mêle de leurs affaires. Mais il y a tout de même 1500 entreprises françaises ici.

Cependant, l'attitude et les discours de Michèle Alliot-Marie, mais aussi de Frédéric Mitterrand, ont été très mal perçus. Si la France veut se racheter, Nicolas Sarkozy doit faire partir sa ministre des Affaires étrangères de manière à ce que nous puissions repartir sur des bases saines. Malheureusement, je n'ai pas l'impression que la France veuille redorer son blason en Tunisie... 🌸

Agenda

25 février

18h30 : Rencontre des élus UESR du pays de Landerneau-Daoulas, salle municipale de La Martyre.

2 mars

18h30 : Secrétariat fédéral au siège de la Fédération à Quimper.

20 mars

Premier tour des élections cantonales.

21 mars

12h00 : Bureau fédéral au siège de la Fédération à Quimper.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 898 - Vendredi 25 février 2011
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Mobilisation pour les cantonales

- Le 25 février, Pierre Maille en réunion publique à Pleyben, à 20h00.
- Le 25 février, Marylise Lebranchu en réunion publique à Plouzévédé, à 20h30.
- Le 28 février, Pierre Maille en réunion publique à Pont-Croix, à 20h30.
- Le 2 mars, Pierre Maille au marché de Lanmeur.
- Le 3 mars, Pierre Maille au marché de Rosporden, à 10h15, et en réunion publique à la salle polyvalente de Kernével, à 18h30.
- Le 7 mars, Marylise Lebranchu en réunion publique à Santec, à 19h00.
- Le 9 mars, François Cuillandre au marché de Crozon, à 11h00.
- Le 9 mars, Pierre Maille en réunion publique à Plouescat.
- Le 11 mars, Marylise Lebranchu, en réunion publique à Plougasnou, à 18h30.
- Le 15 mars, François Marc en réunion publique au centre culturel de Rosporden, à 20h00.
- Le 17 mars, Pierre Maille en réunion publique à Crozon, à 18h30.
- Le 17 mars, Jean-Luc Fichet en réunion publique à Lanmeur.

Des attaques caricaturales



Jean-Yves Le Drian a vivement réagi, suite à l'annonce de la campagne publicitaire « choc » : « Je dénonce cette opération et la trouve malveillante alors que, pour la première fois, un vrai dialogue se crée en Bretagne entre ceux qui, hier, refusaient de s'écouter. La mutation de l'agriculture bretonne est en marche et des projets concrets émergent sur les territoires les plus concernés.

Ces attaques caricaturales ne permettront pas de résoudre la question des algues vertes. Au contraire, elles risquent de réduire à néant les efforts des acteurs de terrain et de raviver les clivages.

Par ailleurs, cette campagne a généralisé la présence

d'algues en Bretagne alors que cela ne concerne qu'une partie infime de son littoral.

Arrêtons de cultiver l'anathème ! Nous avons choisi de régler cette question avec pragmatisme, dans le dialogue, la transparence et l'honnêteté.

Je ne peux laisser salir de cette manière l'image de notre région. Je vais donc prendre toutes les initiatives nécessaires pour défendre les intérêts de la Bretagne. »

« Sécurité : le fiasco de Sarkozy »

Préfacé par Martine Aubry et postfacé par François Rebsamen et Jean-Jacques Urvoas, l'ouvrage intitulé « Sécurité : le fiasco de Sarkozy, les propositions du PS », reprend les propositions formulées lors du Forum des idées consacré à la sécurité, réuni à Créteil le 17 novembre.

« Depuis 2002, la droite a échoué à protéger les Français, notamment les plus fragiles, face à l'insécurité. L'une des premières missions de la gauche en 2012 sera de redonner toute sa force au droit à la sécurité, cette liberté fondamentale, pour tous. La droite a désarmé, de façon inédite, les forces de sécurité, en supprimant de nombreux postes de policiers et de gendarmes et en les privant de moyens essentiels. Des budgets en baisse face à une criminalité en hausse : les habitants des quartiers populaires et des territoires ruraux en sont les premières victimes.

À l'origine de la plupart des grandes innovations récentes en matière de sécurité – ilotage, police de proximité, adjoints de sécurité, contrats locaux de sécurité – le Parti Socialiste a décidé, en s'appuyant sur l'expérience locale de ses élus, de réagir et de proposer une nouvelle politique globale de sécurité. Une réponse globale, ferme et efficace face à une violence qui prend de nouvelles formes parfois extrêmes, dans une société malade du chômage de masse, de la ghettoïsation urbaine, de la perte des repères familiaux et la dévalorisation de nos institutions.

Face au fiasco de Nicolas Sarkozy, le PS fait 22 propositions pour « respecter les droits, imposer les devoirs », autour de quatre piliers : la dissuasion par une présence plus forte et pérenne des forces

de sécurité et de justice ; la sanction immédiate, systématique et proportionnée des actes de délinquance ; la modernisation et l'organisation plus efficace de nos forces de sécurité et de justice ; la construction d'une société moins brutale et plus solidaire.

Pour obtenir des résultats, il faut mettre en place une politique globale de protection et de sécurité publique.

Il est temps de donner à la France une nouvelle politique de sécurité. Un texte clair, qui annonce les principales idées défendues par la gauche en matière de sécurité qui seront débattues lors de la présidentielle 2012. »

« Sécurité : le fiasco de Sarkozy, les propositions du PS » (Éditions Jean-Claude Gawsewitch)

Partenariat ?

Le gouvernement, à l'initiative de Xavier Bertrand, veut doubler le nombre de contrats aidés, à un moment où la crise économique et sociale sévit, faisant exploser le nombre de demandeurs d'emplois.

Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF), dénonce les contradictions du gouvernement qui, d'une part, étrangle financièrement les départements et, d'autre part, leur demande constamment des efforts supplémentaires.

Construire un partenariat bien compris entre les départements et le gouvernement nécessite de respecter les élus départementaux en créant un climat de confiance, comme le préconise d'ailleurs le tout récent rapport de la Délégation aux collectivités territoriales.

Lettre du député, n°32



Jean-Jacques Urvoas, député de la 1^{ère} circonscription, vient de publier sa 32^e lettre d'information. Il y évoque notamment ses travaux à propos des modalités de destitution du président de la République ou le projet de loi sur la neutralité de l'internet ou ses interventions pour la brigade de la douane de Quimper ou les conditions de la rentrée scolaire dans l'enseignement privé.

En savoir plus : <http://www.urvoas.org>